

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Geld, Währung und Kredit
Schlagworte	Erdbeben
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Canetg, Fabio
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Canetg, Fabio; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Geld, Währung und Kredit, Erdbeben, 2014 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Geld, Währung und Kredit	1
Versicherungen	1

Abkürzungsverzeichnis

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
WAK-SR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates

DFF	Département fédéral des finances
CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
CER-CE	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Geld, Währung und Kredit

Versicherungen

MOTION
DATUM: 20.06.2014
FABIO CANETG

Bereits 2011 (Ständerat) und 2012 (Nationalrat) hatten die eidgenössischen Rate entschieden, eine Motion zur **Einführung einer schweizweit obligatorischen Erdbebenversicherung** zu überweisen. Im Sommer 2014 präsentierte der Bundesrat einen Bericht, in welchem er mögliche Umsetzungsstrategien skizzierte. Als wenig vielversprechend erachtete er die Einführung der Versicherung über ein Konkordat zwischen den Kantonen, weil sich einzelne Stände im Konsultationsverfahren kritisch gegenüber einer schweizweit obligatorischen Erdbebenversicherung geäussert hatten. Weil die Einführung des Versicherungsobligatoriums über den Gesetzesweg nicht in der Kompetenz des Bundesrates lag, beantragte die Regierung dem Parlament, die Motion abzuschreiben und stattdessen eine Verfassungsänderung anzustreben. Der Motionär Fournier (cvp, VS) war mit dem Vorschlag der Landesregierung nicht glücklich, weil der vorgezeichnete Weg zu lange dauern würde. Der Abschreibungsantrag des Bundesrates wurde bis zum Jahresende 2014 noch nicht von den Räten behandelt.¹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 12.06.2018
GUILLAUME ZUMOFEN

Étant donné qu'une consultation informelle, mise en place par un groupe de travail conduit par le Département federal des finances (DFF), a souligné l'impossibilité légale de créer une **assurance tremblement de terre obligatoire**, le Conseil federal a propose le classement de la motion Fournier (pdc, VS) 11.3511. Néanmoins, le Conseil des Etats ne l'a pas entendu de cette oreille. Il s'est aligne, par 24 voix contre 20 et 1 abstention, sur une minorité de la Commission de l'économie et des redevances (CER-CE) qui préconisait de ne pas classer la motion. La problématique d'une assurance tremblement de terre, à l'échelle nationale, n'est donc pas encore close.²

STANDESINITIATIVE
DATUM: 03.11.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Le canton de Bâle-Campagne charge le Conseil federal de créer les **bases constitutionnelles pour implémenter une assurance tremblements de terre obligatoire à l'échelle nationale**. Le canton s'inscrit donc dans la lignée de plusieurs interventions parlementaires qui préconisaient l'instauration d'une assurance tremblements de terre comme la motion 11.3511 et l'initiative parlementaire 14.456. Pour être précis, le canton de Bâle-Campagne indique qu'étant donnée la densité des constructions, la prévalence des systèmes de communication et l'importance des transports, un tremblement de terre de forte magnitude aurait des conséquences désastreuses sur la societe et l'économie helvétique. De son côté, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats (CEATE-CE) propose à sa chambre de rejeter l'initiative. Elle rappelle que les différentes interventions parlementaires ont ete rejetées et que le rapport 14.054 proposait de classer l'initiative 14.456. Si la chambre des cantons a refusé de classer l'objet, il est toujours en attente d'une décision du Conseil national. De plus, la CEATE-CE estime qu'une assurance tremblements de terre obligatoire relève de la compétence des cantons car des fortes différences de risques existent. De plus, la possibilité de s'assurer existe déjà. Elle relève de la responsabilité individuelle.³

MOTION
DATUM: 10.03.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats (CEATE-CE) a remis sur la table la création d'une **assurance suisse contre les tremblements de terre**. Par contre, la motion déposée ne propose pas une assurance «classique», mais un **système d'engagements conditionnels**. En d'autres termes, le versement de la prime ne serait effectif qu'en cas de tremblement de terre. Cette solution permettrait, selon la majorité de la CEATE-CE, de prendre en compte la dimension temporelle d'un risque qui n'arrive, selon les statistiques, qu'une fois par siècle, tout en concrétisant le principe de solidarité. Une minorité de la CEATE-CE, emmenée par des parlementaires du Centre, PLR et UDC, s'est opposée à la motion. Pour sa part, le Conseil federal a reittere sa position quant à la possibilité de créer une assurance tremblement de terre à l'échelle nationale. Il a indique qu'une telle assurance nécessiterait soit un accord intercantonal, soit une nouvelle compétence constitutionnelle. Par conséquent, il a recommande de rejeter la motion.

Au final, la **motion** a été **adoptée** par 25 voix contre 18 par la **chambre des cantons**. Elle a été traitée en parallèle de l'initiative cantonale 19.307. ⁴

STANDESINITIATIVE
DATUM: 10.03.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

La chambre des cantons a finalement **refusé de donner suite** à l'**initiative cantonale**, par 25 voix contre 16 et 2 abstentions, sur l'**implémentation d'une assurance tremblements de terre obligatoire à l'échelle nationale**. Elle suit la recommandation de sa commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CE) de rejeter l'initiative par 11 voix contre 0 et 2 abstentions. Les arguments de la responsabilité individuelle et de la disparité des risques à l'échelle cantonale ont fait pencher la balance. L'initiative cantonale a été débattue en parallèle de la motion 20.4329 qui proposait une assurance similaire, mais avec un système d'engagements conditionnels. ⁵

MOTION
DATUM: 22.09.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Etant donné l'objet 14.054 et la motion 20.4329, ainsi que la recommandation de sa Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CN), le **Conseil national a classé la motion** de l'ancien sénateur valaisan Jean-René Fournier (plr, VS). Cette motion visait la **création d'une assurance tremblement de terre obligatoire**. Le Conseil national a pris le contre-pied du Conseil des États qui avait refusé le classement en 2018. ⁶

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 22.09.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

En acceptant tacitement le **classement de la motion 11.3511**, le Conseil national a pris le contre-pied du Conseil des États. Les députés et députées ont suivi la recommandation unanime de leur Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CN). La recommandation de classement de la motion a été émise en parallèle de la recommandation, de la majorité de la CEATE-CN, d'adoption de la motion 20.4329. Cette motion préconise un système d'engagements conditionnels pour l'assurance contre les tremblements de terre. ⁷

STANDESINITIATIVE
DATUM: 22.09.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (CEATE-CN) s'est penchée sur l'initiative cantonale de Bâle-Campagne qui demandait d'instaurer une **assurance suisse contre les tremblements de terre**. Si le risque réel d'une telle catastrophe n'a pas été remis en question, la CEATE-CN s'est divisée sur la réponse à apporter à ce risque. D'un côté, certains membres ont souligné la nécessité d'une solidarité nationale, malgré des risques géographiquement ciblés, pour répondre à l'ampleur des conséquences financières d'un tremblement de terre. D'un autre côté, d'autres parlementaires ont mis en exergue l'existence de solutions privées et l'absence d'une solution intercantonale, malgré de nombreuses tentatives. Au final, la CEATE-CN a proposé, par 24 voix et 1 abstention, le rejet de l'initiative cantonale. En parallèle, une majorité a préconisé l'adoption de la motion 20.4329 qui propose un système d'engagements conditionnels pour l'assurance contre les tremblements de terre. Au **Conseil national**, les députés et députées n'ont **pas donné suite à l'initiative cantonale**. ⁸

MOTION
DATUM: 22.09.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Le modèle d'un **système d'engagements conditionnels comme assurance suisse contre les tremblements de terre a séduit le Conseil national**. La motion de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des États (CEATE-CE) a été adoptée par 108 voix contre 76 et 4 abstentions. L'adoption de la motion a été validée grâce aux voix du PS (38), des Verts (30), du groupe du Centre (28) et de l'apport de 3 voix UDC, 7 voix PLR et 2 voix PVL. La chambre du peuple a donc suivi la proposition de sa commission (CEATE-CN), par 15 voix contre 10, d'adopter la motion. En chambre, les débats se sont cristallisés autour du principe de solidarité et de la nécessité d'une intervention étatique en cas de séisme majeur. L'objet a été traité en parallèle de l'objet 14.054 et 19.307. L'adoption d'un système d'engagements conditionnels induit, logiquement, le classement des propositions relatives à la création d'une assurance «classique» obligatoire suisse contre les tremblements de terre. ⁹

1) BRG 14.054 (Abschreibungsantrag): BBI, 2014, S. 5507 ff.; NZZ, 21.6.14

2) BO CE, 2018, pp.509 s.; Communiqué de presse CEATE-CE; Communiqué de presse CEATE-CE (2); FF, 2014, pp.5351

- 3) Communiqué de presse CEATE-CE du 04.11.2020; Rapport CEATE-CE du 03.11.2020
- 4) BO CE, 2021, pp.192 s.; Communiqué de presse CEATE-CE du 04.11.2020
- 5) BO CE, 2021, pp.192 s.; Rapport CEATE-CE du 03.11.2020
- 6) BO CN, 2021, pp.1814 s.; Communiqué de presse CEATE-CN du 22.06.2021
- 7) BO CN, 2021, pp.1814 s.; Communiqué de presse CEATE-CN du 22.06.2021
- 8) BO CN, 2021, pp.1814 s.; Communiqué de presse CEATE-CN du 22.06.2021; Rapport CEATE-CN 21.06.2021
- 9) BO CN, 2021, pp.1814 s.; Communiqué de presse CEATE-CN du 22.06.2021; Rapport CEATE-CN 21.06.2021; 24H, 23.9.21; NZZ, 24.9.21